

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 13 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KUEHNE+NAGEL**

Lieu dit « En Buchet »

RD 1079

01380 BAGE-DOMMARTIN

Références : 20240902-UDA-S5-173

Code AIOT : 0006114323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juin 2024 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté au lieu dit « En Buchet », RD 1079 - 01380 BAGE-DOMMARTIN.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite d'inspection a pour objet de tester le Plan d'Opération Interne (POI) de la société Kuehne et Nagel. La visite d'inspection a été annoncée par courriel du 23 mai 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUEHNE+NAGEL
- Lieu dit « En Buchet », RD 1079 - 01380 BAGE-DOMMARTIN
- Code AIOT : 0006114323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Kuehne et Nagel exploite l'entrepôt de Bagé-Dommartin depuis 2017 pour le compte de la société Carrefour.

L'établissement a été construit en 2016.

Auparavant, l'activité était réalisée en parti sur le site de Laiz.

**Thème de l'inspection :** Stratégie de défense incendie, Plan d'Opération Interne (POI)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
3	Fiches scénarii	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
4	Protection des personnes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
5	Information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
6	Coordination avec les secours	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mesures d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Création POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
2	Personnes habilitées à déclencher le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
8	Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Kuehne et Nagel dispose d'un plan d'opération interne (POI) qui contient les informations attendues. Celui-ci a été déroulé via une équipe d'intervention, un point de rassemblement et une équipe au PC exploitant.

Des améliorations sont à effectuer notamment sur :

- l'organisation de l'intervention et notamment sur l'organisation des équipiers de seconde intervention (ESI) pour permettre une action plus rapide et efficace ;
- sur la communication avec le déploiement des moyens de communication auprès des ESI et la bonne coordination des acteurs du PC exploitant pour éviter des oublis d'appels ou des appels tardifs vers les secours ;
- une consolidation des outils de communication interne (secours du relais téléphonique en cas de coupure des utilités) car les moyens de communication externes ne fonctionnent pas sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Création POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Pour l'établissement Kuehne et Nagel, le POI a été retravaillé par la société Andine.

La dernière version date de mars 2024. Le dernier exercice connu de l'inspection des installations classées date du 24 mars 2022. Il a moins de 3 ans. Ce point est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Personnes habilitées à déclencher le POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; [...]
<b>Constats :</b> Le POI contient en annexe 8 les personnes désignées pour chacune des fonctions. Le Directeur des Opérations Internes étaient le directeur du site. Ce point est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Fiches scénarii

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]
<b>Constats :</b> Pour le contrôle, l'inspection des installations classées a choisi le scénario 1 qui est présent au chapitre 5 du POI relatif à un départ de feu dans les cellules R 0 à 6 et 7S. Le scénario choisi est un départ de feu en cellule 2 à proximité des huiles alimentaires à 13h30 (période ouvrée). Un état des lieux des équipements présents en mesures d'urgence et en moyens de lutte contre l'incendie est présent dans la fiche. Cet état des lieux ne mentionne pas les portes coupe-feu. Les mesures à prendre pour maîtriser la situation sont indiquées au chapitre 2.
<b>Demande de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant doit compléter les fiches 2 et 5 avec la mention des portes coupe-feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 4 : Protection des personnes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; [...]
<b>Constats :</b> La personne qui a découvert le feu lors de l'exercice a déclenché l'alarme d'évacuation et a évacuée le site. L'ensemble du personnel a évacué le site dès le retentissement de l'alarme incendie. Les chauffeurs poids lourds ont évacué leurs camions sauf un. Il n'y a pas eu d'appel des chauffeurs au point de rassemblement. Ce point doit être amélioré.
<b>Demande de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires pour protéger toutes les personnes présentes dans l'enceinte du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 5 : Information autorité PPI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; [...]
<b>Constats :</b> L'établissement n'a pas de scénario d'accident susceptible d'avoir des effets en dehors des limites de son site. Il n'y a pas de Plan Particulier d'Intervention (PPI) pour cet établissement. L'exploitant a essayé de joindre la préfecture sans succès. Les coordonnées téléphoniques utilisées semblent inexacts.
<b>Demande de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant doit mettre à jour les coordonnées téléphoniques d'urgence de la Préfecture de l'Ain.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

## N° 6 : Coordination avec les secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; [...]
<b>Constats :</b> L'organisation mise en place lors de l'exercice n'a pas permis une intervention efficace pour cantonner le risque incendie à la cellule 2. En effet, tout le personnel s'est rendu au point de rassemblement y compris les équipiers de seconde intervention (ESI). Ces équipiers ont été désorientés car ils n'étaient pas enregistrés au point de rassemblement quand le responsable maintenance est venu les chercher pour aller combattre le feu. Ils ont mis 15 minutes pour arriver sur les lieux de l'incendie. De plus, le lieu du sinistre (à minima l'identification de l'allée concernée) n'était pas clairement connu. L'inspection des installations classées constate que les mesures organisationnelles de l'exploitant peuvent être améliorées pour permettre une optimisation de la prévention des incendies car les personnes et les équipements étaient présents et l'alarme incendie/évacuation rapidement déclenchée par le témoin.  Par ailleurs, l'inspection des installations classées s'est rendu compte que le réseau de téléphonie mobile classique ne fonctionne pas dans l'entrepôt. La société est équipée de téléphones internes reliés à un réseau interne (Ceux-ci ont été prêtés à l'inspection des installations classées lors de l'exercice). Or ce réseau est dépendant de l'électricité qui serait coupé lors d'un sinistre sur le site et ce réseau n'est pas secouru. Ce moyen de communication est d'autant plus essentiel que l'ensemble des équipiers d'intervention doit en être muni afin de pouvoir garder un contact permanent avec chacun et si nécessaire identifier rapidement leur localisation. L'inspection des installations classées constate que ces équipements essentiels pourraient ne pas être disponibles en cas de nécessité.  L'exercice a montré que les portes de quai n'ont pas été fermées. Cette mesure fait partie des mesures essentielles pour limiter le développement d'un incendie.  Par ailleurs, l'exploitant a appelé les services d'incendie et de secours environ 25 minutes après le départ de feu simulé. Le Directeur des Opérations Internes (DOI) pensait qu'une autre « fonction » l'avait fait, tandis que l'autre fonction pensait que le DOI l'avait fait. Selon le POI, dans le schéma d'alerte en période ouvrée (chapitre 2), il s'avère que le DOI est identifié pour remonter des informations aux secours. Il peut déléguer ces appels à une personne tierce de l'équipe de crise sous condition de lui avoir explicitement demandé (cf. chapitre 7).  L'exercice a eu lieu avec la présence d'un Lieutenant du SDIS. L'exploitant a finalement appelé le SDIS et a délivré le bon message. Le lieutenant a indiqué que le message pouvait être plus court si l'exploitant s'appuie sur une fiche check-up, comme celle qui se trouve à l'annexe 11 du POI

<p>Compte-tenu de ces éléments l'inspection des installations classées constate que des actions doivent être mises en place pour guider les services d'urgence et faciliter l'efficacité de leur intervention en améliorant la communication interne à l'établissement et en ayant une meilleure connaissance de la source du sinistre.</p> <p>Ces actions sont nécessaires pour obtenir une meilleure coordination avec les services de secours.</p>
<p><b>Demandes de l'inspection des installations classées :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, les mesures prises pour modifier l'organisation en cas d'incendie et ainsi permettre aux ESI d'agir le plus rapidement possible.</p> <p>Le réseau de téléphonie interne au site doit être sécurisé et l'ensemble des équipiers d'intervention munis de moyens de communication. Les justificatifs devront être transmis sous 3 mois.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant veillera à intégrer dans son organisation la fermeture des portes de quai à la suite du déclenchement de l'alarme incendie. Les justificatifs devront être transmis sous 3 mois.</p> <p>Enfin, l'exploitant gagnerait en traçabilité et en opérationnalité si la ou les personnes identifiées pour échanger avec les services d'incendie et de secours avaient une case/ligne dédiée dans le tableau de gestion de crise pour y enregistrer, par exemple, les horaires des différents appels aux SDIS et l'émissaire des appels.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Délais :</b> entre 1 et 3 mois</p>

## N° 7 : Mesures d'atténuation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vanne martelière aurait dû être fermée. Cette opération n'a pas été réalisée puisque le responsable maintenance en charge de cette action occupait la fonction « intervention » et a dû fournir un appui aux ESI.</p> <p>Les utilités ont bien été fermées (fictivement).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées note une incohérence dans le POI concernant la vanne martelière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans la fiche « fonction gardien », il est indiqué que c'est au gardien de fermer la vanne,</li> <li>• dans l'organisation prévue au chapitre 7 (p. 35), il est indiqué que c'est à la fonction « intervention » de fermer la vanne,</li> <li>• dans la fiche « intervention », cette action de fermeture n'est pas indiquée.</li> </ul>
<p><b>Demande de l'inspection des installations classées :</b></p> <p>Lors d'un prochain exercice la vanne martelière devra être fermée.</p> <p>L'exploitant met en cohérence les différentes fiches et s'assurera que les personnes sont bien formées pour réaliser cette action.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Délai :</b> 3 mois</p>

## N° 8 : Prélèvements environnementaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. [...]
<b>Constats :</b> L'exercice n'a pas été mené jusqu'à cette étape. Néanmoins, à la fin de l'exercice, l'exploitant a bien précisé que ces prélèvements restaient à mettre en place si l'exercice avait continué. Le POI prévoit bien les mesures nécessaires sur ce sujet. Une contractualisation avec l'APAVE a été faite et la stratégie d'intervention est prévue en annexe 16 du POI. Ce point est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## **ANNEXE**

### **Main courante**

Horaire	Description des opérations	Observations	
		Points d'amélioration	Points satisfaisants
13h30	Découverte du feu en cellule 2 par un manutentionnaire entré dans l'allée. Le feu s'est déclaré dans la partie Nord-Ouest de la cellule 2, cette zone est dédiée aux huiles alimentaires.		
13h32	La personne actionne le point de déclenchement de l'alarme au plus près de sa position soit au milieu de la cellule, sur le mur séparatif entre les cellules 1 et 2 - côté cellule 1. Il recherche ensuite un cadre pour transmettre l'information mais, du fait du déclenchement de l'alarme, l'ensemble du personnel évacue le site y compris les cadres qu'il est difficile de rattraper.	Le témoin n'a pas cherché à identifier précisément le lieu du sinistre (a minima identification de l'allée concernée). Lors de l'évacuation, les portes de quai n'ont pas été fermées.	Réaction rapide et adaptée du témoin.
13h35	Le personnel « cadre » est joint à l'extérieur des bureaux, au Nord-Ouest du site. La personne informe une personne de la fonction logistique du départ de feu en cellule 2 Nord.		
13h38	Transmission de l'information au poste de garde. Le PC exploitant s'installe. Côté PCex : la fonction « observation » prépare la salle et le tableau de crise ; elle est rejointe par les 2 fonctions « logistique ».		Bonne préparation de la cellule de crise. Bonne répartition des différents documents nécessaires aux différentes fonctions.
13h41	Un des cadres va chercher les Équipiers de Seconde Intervention (ESI) qui ont rejoint le point de rassemblement pour émargement.		
13h41	Constitution de l'équipe avec les ESI. Côté PCex : un premier point sur le comptage des personnes.		Points de situation réguliers sur le comptage des personnes
13h43	Côté PCex : un point sur les cellules : 1, 3, 4, 0, 5 : ok + confirmation mise en sécurité du gaz, électricité et coupure vanne martelière	Le PCEx a été informé que la vanne martelière a été actionnée alors que cette action n'a pas été réalisée.	

13h44	Côté PCex : début des appels aux administrations concernées et aux sociétés voisines identifiées dans le POI.		L'exploitant a bien réalisé les différents appels aux acteurs identifiés dans le POI. Il s'est heurté à une incompréhension de certains acteurs qui ne voyaient pas l'intérêt de prévenir s'il s'agissait d'un exercice.
13h45	Entrée dans la cellule 2 Sud		
13h47	Fermeture manuelle de la porte CF située à proximité immédiate du sinistre par les ESI + vérification de l'évacuation des couloirs.		
13h51	Déroulement RIA en cellule 3 - appel PC sans retour Arrosage de la porte CF située à proximité du sinistre		
13h54	Constat de perte d'un coéquipier – Quai S12 ouvert Côté PCex : 1 <sup>er</sup> appel aux SDIS	Chaque équipier doit disposer d'un moyen de communication. Appeler le SDIS plus rapidement afin de les prévenir de la survenue d'un événement qui reste « maîtrisé » pour le moment	
14h00	Côté PCex : arrivée du SDIS à l'accueil « gardiens », accueilli par la fonction « logistique » comme prévu dans le POI État des stocks fourni aux SDIS		
14h04	Côté PCex : fin des appels aux administrations concernées et aux sociétés voisines identifiées dans le POI.		Un mail a bien été envoyé aux acteurs que l'exploitant n'a pu avoir au téléphone
14h05	Coéquipier retrouvé		
14h07	Arrivée du SDIS Propagation de l'incendie aux cellules 1 et 3.		
14h11	Fin de l'exercice		